

**Script de l'interview d'Olivier Ilh,
enseignant-chercheur à Sciences Po Grenoble, spécialiste de sciences
politiques**

Question : Que vous inspire la situation présentée dans le document étudié ?

Olivier Ilh : Ce dialogue entre un papa et sa fille est bien intéressant, puisqu'il permet de définir la République, et ce n'est pas toujours une chose facile à faire. La République, il est dit dans ce texte, c'est la loi commune sur tout un territoire. Et je crois que cela, on peut le voir chacun. Quand on se balade dans des rues d'une ville, on découvre, aux coins, des petites plaques bleues qui énoncent des hommages à des héros. Eh bien, ce qui est étonnant, c'est que ces héros sont les mêmes sur tout le territoire : Victor Hugo, Gambetta, avenue de la République, rue du 14 juillet... C'est au fond la même signalétique pour toutes les villes de France. C'est une façon de dire à chacun : regardez, nous sommes tous à la même école de la citoyenneté.

Alors, on pourrait prendre plein d'autres exemples, par exemple, les fêtes de la République : elles accueillent tout le monde, sans discrimination, quelle que soit sa confession, quelles que soient ses origines, quel que soit son niveau de richesse... C'est l'occasion de se retrouver dans une forme de vie commune, festive, amusante, de partager des souvenirs aussi, c'est important : l'histoire de France nous apprend beaucoup de choses et nous devons évidemment beaucoup de respect à ce que toutes les générations avant nous ont réalisé.

Alors, on pourrait prendre plein d'exemples, on verrait à chaque fois que oui, la République, c'est ce régime politique qui propose des lois valant pour tous, et déjà parce qu'elles sont fabriquées par tous. C'est pas un roi, c'est pas un empereur, qui a décidé de ces lois. Ce sont des représentants élus par le peuple tout entier (ce qu'on appelle le suffrage universel) qui a procédé à cette décision.

C'est ce qu'on appelle la démocratie. Et la démocratie est vraiment très étroitement lié à l'histoire de la République en France, ce n'est pas partout comme ça, mais en France, c'est vraiment le cas, et si on en doute, il suffit de regarder comment se comportent les régimes qui ne sont pas une République : les empires (il y en a eu au XIX^e siècle), l'État de Vichy ou l'État français entre 1940 et 1944... Eh bien, à chaque fois, les élections sont supprimées, l'égalité se porte mal, la loi bénéficie à certains et pas à d'autres, les discriminations se multiplient... Bref, la République, c'est vraiment un régime de l'égalité, de la liberté aussi, c'est important, de la fraternité – on a l'habitude d'ajouter ce mot, parce qu'on le voit inscrit sur les murs des mairies – et on sait que ces trois mots, ces trois valeurs, fonctionnent ensemble.

Et dans ce petit texte, il est dit qu'au fond, ce qui réunit ces trois idées qui définissent la République, qui la caractérisent sur le plan des valeurs, eh bien c'est le mot de laïcité. Oui, c'est vrai. C'est vrai que la laïcité, c'est-à-dire le droit de voir respectées ses croyances ou pas en Dieu, car au fond, on peut avoir ou ne pas avoir de croyance en Dieu, cette manière de considérer la place du citoyen dans l'espace public, elle fait vraiment toute la singularité, toute la spécificité, toute l'originalité de la République française.

Question : Au regard de vos activités de recherche, comment présenteriez-vous la République française à des élèves de 3^e ?

Olivier Ilh : J'ai envie de dire que la République française, c'est une expérience de vie avec les autres, dans laquelle se voient protégés les droits essentiels de la personne. Les droits essentiels de la personne, c'est la liberté de penser, la liberté d'écrire, la liberté de se balader dans la rue, de s'habiller comme on le souhaite... Tout cela à une condition : c'est qu'on n'empiète pas, on ne maltraite pas la liberté des autres. C'est donc une façon de vivre dans la société qui permet de respecter vraiment comment les autres se comportent, et à leur tour, eux-mêmes doivent être tenus de nous respecter dans la façon dont nous, on se comporte.

Donc c'est cet équilibre que l'on a trouvé pour vivre ensemble, pour vivre le mieux possible, en paix. C'est ce qu'on appelle la « civilité », alors c'est un mot qui peut sembler barbare, mais il dit cette chose toute simple : c'est qu'on est entre nous, on est entre égaux et on est entre citoyens, au fond, membres d'une même famille. Une famille politique qui partage des valeurs et qui fait en sorte que chacun puisse trouver sa place. Il n'y a pas de différence d'origine, de pratique religieuse, de niveau de revenu, de nom... Pensez au rôle qu'a joué la noblesse, par exemple, autrefois : à la noblesse étaient réservés des droits particuliers, on appelait ça des « privilèges ». Tout ça, c'est fini ! Désormais, dans la République, on se retrouve dans un rapport qui est celui d'une civilité, une civilité qui est le cœur, le ressort, le secret, de la citoyenneté. Une manière aimable, courtoise, respectueuse, de vivre avec les autres.

Pour moi, ça, c'est vraiment le garant d'une autre chose qui est très importante et dont on n'entend pas souvent parler. Liberté, égalité, fraternité, tout le monde connaît ces mots, il suffit de lever la tête, on les voit inscrits partout. En revanche, il y a un mot qui est très important, au moins aussi important, c'est le mot d'autonomie. Autonomie, ça

veut dire se donner à soi-même ses propres règles de vie, pouvoir conduire sa vie comme on l'entend, et pas comme l'entendent ses parents, ses voisins, l'État, etc., mais toujours et encore dans la limite du respect, et bien entendu de l'acceptation de la façon dont les autres vivent. L'autonomie, c'est donc une façon d'être au monde, avec les autres, qui soit respectueuse et qui soit une forme d'émancipation, pour goûter la saveur de la liberté. Et ça, il suffit de regarder les informations télévisées, d'écouter la radio, pour se rendre compte que ce n'est pas partout comme cela que ça se passe. Il y a bien des sociétés qui sont tourmentées, brisées, martyrisées, parce que ces quelques règles, ces quelques valeurs, n'existent pas, ne sont pas respectées ou sont carrément mises à mal.

Question : Quel message souhaiteriez-vous transmettre à des élèves de 3^e ?

Olivier Ilh : Mon message, moi qui enseigne depuis une trentaine d'années et qui suis un pur produit de la République, il est double.

D'un côté, je pense que ce que l'on vient de voir ensemble (la République comme valeur, comme histoire, comme tradition), il faut la défendre. Il faut faire en sorte que, si elle a besoin d'être protégée, par exemple si des menaces surgissent, si certains groupes ou certaines personnalités politiques veulent y mettre un terme, il faut se lever et dire « non », et dire qu'on va la défendre. Ça, ce n'est pas seulement un droit, la République, on le voit : c'est aussi un devoir. C'est la première chose : être prêts à la défendre contre ses ennemis.

Et la deuxième chose que je voudrais dire, c'est que cette République, elle n'est pas figée, elle n'est pas fixée pour toujours. Il appartient à chacun d'en redéfinir le sens avec les autres, par les autres, au fil d'une histoire qui évidemment ne peut pas être la même dans cinquante ans, dans vingt ans, qu'elle a été il y a cinquante ans en

arrière. Chaque moment de la vie, chaque génération qui surgit va devoir, au fond, faire vivre cette idée de République avec ses propres attentes, ses propres exigences. On ne peut pas juste subir ce qu'ont proposé les générations précédentes, il faut aussi pouvoir trouver la place d'inventer une suite à cette longue histoire, d'ajouter des pages à ce grand livre qu'est celui de la République.